Dépendance économique

Éditorial

La dépendance économique à l'agenda de la recherche historique

Les controverses autour de la mondialisation, des formes qu'elle peut prendre et de son lien avec les situations de dépendance et d'inégalités sont plus que jamais d'actualité. Face aux tensions géopolitiques, à l'apparente hégémonie des multinationales de la «Big Tech», aux chocs fragilisant les chaînes de valeur comme la pandémie de Covid, ou encore à la résurgence du protectionnisme et de sanctions économiques, le rôle des historien·ne·s semble essentiel pour apporter un éclairage sur la manière dont les relations économiques entre pays se sont structurées, ont été perçues par les contemporains et ont été théorisées par le passé.

Après 1945, la reconstruction de l'économie mondiale était au centre de l'agenda de nombreux gouvernements et organisations internationales. Pour beaucoup à l'ouest, la prospérité économique devait se matérialiser par une (ré)intégration progressive des marchés, caractérisée par la libéralisation des flux commerciaux et de capitaux ainsi que la montée en puissance des entreprises multinationales. Pour de nombreux pays en développement, néanmoins, ce modèle de développement économique raviva des inquiétudes et fut souvent adopté avec réticence. C'est dans ce contexte que la notion de dépendance économique a été popularisée entre les années 1950 et 1970, afin de dénoncer les relations économiques inégales entre pays industrialisés, dits «du centre» et pays «périphériques».[1]

La dépendance était alors au cœur de théories d'économie politique développées en Amérique latine qui se focalisaient sur les règles régissant les échanges internationaux, ainsi que sur l'importance des investissements étrangers et des marchés extérieurs pour expliquer les obstacles au développement autonome. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPAL) publia dès 1949 une étude qui démontrait la détérioration des termes de l'échange pour les pays s'étant spécialisés dans l'exportation de biens primaires.[2] Ces pays se voyaient donc contraints d'exporter une part toujours plus importante de ressources naturelles pour obtenir la même quantité de biens industriels, ce qui contribuait à les maintenir dans la pauvreté. La spécialisation dans le secteur primaire était en outre appréhendée comme le résultat des éco-

nomies extractivistes mises en place durant la colonisation. Le corpus d'études relativement hétéroclite se rattachant à l'école de la dépendance avait donc une certaine affinité avec les sciences historiques, car les rapports de domination politique et économique antérieurs entre États étaient perçus comme structurants. Les *dependentistas* visaient donc à émanciper les pays du Sud de cette *path dependency*.

Si les théories de la dépendance ont eu le mérite de stimuler une lecture critique du phénomène de mondialisation en plaçant les relations asymétriques de pouvoir au cœur de l'analyse, celles-ci étaient souvent limitées à la compréhension des phénomènes macro-économiques et reposaient implicitement sur une vision positiviste de l'histoire où le développement passait par un processus d'industrialisation tiré de l'expérience occidentale.[3] Certaines propositions ont malgré tout tenté de dépasser les antagonismes entre modèles capitaliste et socialiste, et d'assurer le développement autonome du «tiers-monde», mais celles-ci n'ont historiquement pas réussi à s'imposer. En outre, à la suite de la chute de l'URSS et de la montée du consensus de Washington dans les années 1990, la clef de lecture offerte par le concept de dépendance a perdu du terrain face aux notions d'ouverture, d'interdépendance ou encore de circulation.

Ce numéro de *traverse* a été pensé comme une invitation pour les historien·ne·s à se (re)saisir de la notion de dépendance au regard des enjeux contemporains évoqués plus haut. Sans surprise, le champ de l'histoire de la pensée économique y est représenté, car les théories de la dépendance peuvent être étudiées en tant qu'objet historique à part entière. Il s'agit alors d'en comprendre la genèse, les profils de ses théoricien·ne·s, leur contenu, leur diffusion ou encore leur diversité et hybridation avec d'autres courants. La sélection d'articles montre également que l'histoire des mouvements sociaux des années 1970 et des relations internationales gagne à être enrichie par une analyse des influences intellectuelles des théories de la dépendance. Durant cette décennie, celles-ci étaient en effet particulièrement populaires au sein de différentes organisations non-gouvernementales de mouvance tiers-mondiste, de même qu'auprès de certains gouvernements et organisations internationales. En Suisse, le sociologue Jean Ziegler a par exemple dénoncé le rôle délétère de la place financière helvétique et des multinationales dans l'exploitation des pays sous-développés,[4] faisant couler beaucoup d'encre et donnant même lieu à des procès en diffamation.[5] Au-delà du cercle restreint des économistes, la question est alors de comprendre la diffusion plus large d'idées au cœur des théories de la dépendance telles que la dégradation des termes de l'échange, la trappe du sous-développement, ou encore les dynamiques centre-périphérie.

En plus de constituer un objet pour la recherche historique, le concept de dépendance peut également être mobilisé par les historien·ne·s pour stimuler une

réflexion critique sur les conséquences de l'intégration économique à différentes périodes et sur la manière dont les acteurs historiques l'ont perçu. Parmi les champs historiques particulièrement propices pour introduire le concept de dépendance, l'histoire économique et l'histoire du capitalisme se démarquent. Cette approche a d'ailleurs été appliquée au cas suisse pour discuter de sa dépendance économique à l'égard de l'Angleterre, alors première puissance industrielle, depuis le dernier quart du XVIIIe siècle.[6] En outre, puisque les *dependentistas* ont été influencés par la théorie marxiste et les écrits sur l'impérialisme, notamment ceux de Lénine, il existe une affinité entre ce corpus académique et celui de l'histoire (post)coloniale et de l'impérialisme.

Sans réduire les théories de la dépendance à certains postulats à tester empiriquement avec des données historiques, les contributions de ce numéro illustrent comment les historien·ne·s peuvent mobiliser ces théories comme grille de lecture pour poser des questions de recherche intéressantes en termes d'asymétrie de pouvoir et pour qualifier les relations économiques, au-delà de l'interdépendance.[7] Les articles de ce numéro élargissent les utilisations traditionnelles du concept de dépendance en appliquant ce dernier à une variété de zones géographiques et de contextes historiques allant de la période médiévale à nos jours, ou encore en remettant en question la vision téléologique du développement économique. Les articles et la rubrique image illustrent également les imbrications complexes de phénomènes micro et macro-économiques, et les liens entre les rapports de domination économiques et culturels. Les quelques pages qui suivent visent à faire ressortir plus en détail les contributions de ce numéro.

Une histoire politique des théories économiques en provenance du «tiers-monde»

Au moment de la décolonisation, les théories économiques expliquant les inégalités et les dépendances au niveau global ont pris une dimension fondamentalement politique. Dépasser l'«eurocentrisme» de la science économique était alors une nécessité pratique et un objectif porté par d'intenses réseaux Sud-Sud, dont l'histoire reste encore largement méconnue.[8] L'économiste égyptien Samir Amin (1931–2018), dont l'article de *Robert Heinze* retrace le parcours, est à l'origine du terme «eurocentrisme». L'article de Heinze met particulièrement en lumière le rôle de l'histoire dans la pensée de cet économiste inspiré de la tradition marxiste. Par le biais de contacts et collaborations avec les *dependentistas* d'Amérique latine, Amin a développé une théorie de l'échange inégal au sein de l'économie mondiale. Contrairement aux représentants de l'analyse des systèmes-monde, tels qu'Immanuel Wallerstein et Andre Gunder Frank,[9] Amin in-

sistait sur la contingence historique dans l'ascension hégémonique de l'Europe. En tant que conseiller des gouvernements indépendants du Mali et du Sénégal, Amin a compilé des séries temporelles afin d'analyser les dynamiques des régimes d'accumulation interconnectés. De par son utilisation de statistiques historiques, mais aussi grâce à ses séjours en Tanzanie – où l'école historique de Dar es Salaam expérimentait de nouvelles approches de l'histoire africaine –, l'histoire a ainsi occupé une place centrale dans sa réflexion.[10]
Inversement, les thèses d'Amin ont suscité l'intérêt des historien·ne·s décoloniaux·ales, notamment Walter Rodney, dont l'ouvrage classique *How Europe Underdeveloped Africa* s'est largement inspiré.[11] Selon Amin, les économies africaines, qui avaient été rattachées aux puissances coloniales européennes depuis l'entre-deux-guerres sous un régime extractiviste visant à «mettre en valeur» les ressources naturelles, se sont retrouvées, au moment de l'indépendance, face à la difficile tâche de se libérer des structures de dépendance héritées de ce passé colonial. À partir de ces observations, Amin a également formulé une critique de l'industrialisation par substitution aux importations, une voie alors empruntée par de nombreux anciens pays colonisés. Par l'analyse du parcours intellectuel d'Amin et de la diffusion de ses écrits, l'article de Heinze met en évidence l'importance des arguments historiques dans les débats politico-économiques du «tiers-monde» et apporte en même temps une contribution à l'histoire politique de la pensée économique. Si les histoires contemporaines du capitalisme s'interrogent sur la manière dont «la dynamique du capitalisme a engendré des rapports asymétriques dans le monde», comme l'a récemment souligné l'historien allemand Friedrich Lenger, l'œuvre d'Amin constitue alors une référence essentielle pour une généalogie intellectuelle de cette problématique.[12]

Historiciser la diffusion et la réappropriation des théories de la dépendance

L'école de la dépendance avait vocation non seulement à enrichir la compréhension des inégalités entre États, mais également de proposer des voies pour la sortie du sous-développement. Il n'est donc pas étonnant que différentes personnalités politiques ou organisations qui souhaitent promouvoir le développement des pays du Sud aient utilisé cette grille de lecture pour guider et justifier leurs activités. Le texte de *Benjamin Möckel* s'intéresse aux initiatives de coopération au développement en Allemagne de l'Ouest et en Grande-Bretagne qui se sont matérialisées entre les années 1960 et 1980. L'auteur analyse la manière dont ces initiatives se sont nourries des idées de dépendance et ont interprété leurs propres actions par rapport à ce cadre de référence. Au contact de ces théories, différentes

ONGs, dont Oxfam, Misereor et Brot für die Welt, ont progressivement réorienté leurs activités de l'aide humanitaire d'urgence à la coopération au développement, qui visait à une amélioration permanente des conditions économiques locales. Le contexte politique propre à chaque pays a également influencé les pratiques de ces associations. Au Royaume-Uni, les initiatives d'aide au développement étaient souvent dirigées vers les anciens territoires de l'Empire britannique, alors que les œuvres d'entraide de la République fédérale d'Allemagne évoluaient dans un contexte de Guerre froide et donc de compétition avec la République démocratique d'Allemagne. Les initiatives britanniques étaient également davantage professionnalisées et orientées vers la marchandisation, notamment par le mouvement du *fair trade*, alors que les œuvres d'entraide allemandes nées des mouvements contestataires faisaient peu référence à la colonisation et se concentraient sur une approche d'éducation au développement.

En outre, les ONGs, en se réappropriant les discours sur la dépendance économique, ont participé d'un important travail de vulgarisation et à une prise de conscience plus large des enjeux de développement au sein des sociétés occidentales. Möckel note par exemple que leurs brochures étaient remplies de graphiques représentant la dégradation des termes de l'échange, avec l'augmentation du nombre de sacs de café à échanger contre la même quantité de tracteurs. Les acteurs ont également dû négocier les ambivalences et contradictions entre les théories de la dépendance dont ils s'inspiraient et leurs pratiques. En effet, la volonté d'établir un commerce alternatif découlait de la volonté de briser la dépendance commerciale et de mettre les pays du centre et de la périphérie sur un pied d'égalité. Néanmoins, dans la pratique, en développant des marchés de niche et en insistant sur les transactions microéconomiques, les ONGs ont en partie abandonné leur vocation à promouvoir des réformes macroéconomiques du capitalisme et plusieurs d'entre elles sont revenues à des modèles plus classiques d'aide au développement, avec une forte composante caritative. La contribution de Benjamin Möckel ouvre donc également des débats intéressants sur le lien entre science économique et militantisme.

En replaçant les théories de la dépendance dans un contexte plus large de diffusion des idées, l'on peut également analyser comment le commerce international a été perçu comme un moyen à même d'asseoir une forme de domination économique et a préoccupé les États qui cherchaient à développer leur industrie.[13] Cette lecture a des racines très anciennes et a été présente dans les pays du Nord, notamment chez les penseurs mercantilistes et ceux défendant la protection des industries dans l'enfance depuis les écrits de Friedrich List et Alexander Hamilton.[14] La recension de Jamieson Myles du livre *Exportweltmeister. Geschichte einer deutschen Obsession* de Jan-Otmar Hesse, met en effet en évidence une rhétorique néomercantiliste qui trouve ses origines au XIXe siècle et qui va, après

la Seconde Guerre mondiale, associer les exportations à la prospérité nationale. Hesse retrace alors le modèle d'exportation allemand au XXe siècle et souligne que les années 1960 constituèrent une période décisive, où les excédents commerciaux devinrent une priorité politique et économique, renforçant le poids du secteur exportateur dans l'économie nationale.[15] L'État fut également à l'origine d'une politique commerciale active combinant protectionnisme sélectif et ouverture. Ainsi, on retrouve les préoccupations liées à la volonté de développement autonome et de favoriser la prospérité nationale derrière un modèle qui *in fine* mènera à des excédents d'exportation et à des déséquilibres de balance commerciale avec différents pays, y compris les puissants États-Unis, qui sous l'actuelle administration Trump instrumentalisent ces excédents pour mener une bataille tarifaire.

La dépendance économique au Moyen Âge et à l'Époque moderne

Bien que la théorie de la dépendance se soit à l'origine concentrée sur le XXe siècle, certains de ses représentants ont également porté leur attention sur la période prémoderne. C'est le cas, notamment, du sociologue et historien de l'économie Andre Gunder Frank, qui, à partir des années 1980, a apporté des contributions importantes à l'analyse des systèmes-monde à l'âge des empires.[16] L'idée alors largement diffusée d'une économie-monde où, depuis l'Époque moderne, un centre européen riche faisait face à une périphérie extra-européenne pauvre et qui s'appauvrissait toujours davantage, a toutefois été remise en question par de récentes recherches. De nouvelles études en histoire globale portant sur la matérialité et l'économie ont montré que, durant l'Époque moderne, la richesse ne s'accumulait pas de manière prédominante en Europe, mais plutôt en Asie, grâce au commerce de la soie, de la porcelaine et du coton.[17]
En outre, si l'on appréhende la dépendance économique dans un sens plus large, en s'affranchissant du cadre interprétatif des théoricien·ne·s de la dépendance, il existe un corpus foisonnant portant sur les formes d'assujettissement économique au Moyen Âge et à l'Époque moderne. L'on peut, à titre d'exemple, mentionner le développement de nouvelles approches en histoire sociale, qui s'intéressent au travail subordonné et précaire. Ces recherches repensent les inégalités sociales dans la prémodernité globale au-delà de la dichotomie entre liberté et esclavage.[18] Un autre exemple, issu de ce numéro, explore la manière dont la dépendance économique a été construite discursivement à l'époque prémoderne et dans quels buts. *Maximiliane Berger* montre que William de Malmesbury, dans son histoire du royaume d'Angleterre au XIIe siècle, élabore un récit de domination économique de l'Angleterre sur l'Irlande, structuré autour d'un embargo

imposé par le roi Henri Ier en 1102. Berger interprète la narration de Malmesbury comme une forme de production de savoir économique et politique, destinée à légitimer des revendications de supériorité politique et culturelle – alors même que les relations de dépendance réelles à cette époque étaient bien plus complexes et nuancées que le chroniqueur ne le suggérait. Contrairement aux *dependentistas* du XXe siècle, qui cherchaient à analyser et critiquer la dépendance économique, Malmesbury ne visait pas à révéler des rapports d'inégalité, mais à construire un discours légitimant la suprématie économique et la subordination de l'Irlande. Avec cette étude, Berger apporte non seulement un nouvel éclairage sur le rôle des sanctions économiques au Moyen Âge, mais elle met également en évidence les liens entre expertise économique, récits de dépendance et ambitions impériales. Dans une conclusion stimulante, elle établit un parallèle entre les écrits de Malmesbury et les réflexions contemporaines des économistes du développement, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives sur la construction historique des rapports de pouvoir économiques.

Au XIXe siècle, les relations de dépendance économique jouaient également un rôle central entre empires et métropoles. Le cas de Gregor MacGregor est emblématique. Dans les années 1820, cet Écossais parvint à vendre des obligations d'État à la Bourse de Londres pour son fictif royaume de Poyais, censé se situer sur la côte caraïbe de l'Amérique centrale. L'histoire de cette fraude financière est bien connue, mais Damien Clavel la réexamine dans son ouvrage *Créer un pays, le royaume de Poyais*.[19] Grâce à son approche microhistorique, Clavel replace le cas de MacGregor dans son contexte macroéconomique lié à la consolidation du pouvoir colonial. Comme le souligne Raul Wildbolz Gallego dans son compte-rendu, le cas de Poyais n'est pas, pour Clavel, une simple curiosité, mais plutôt un exemple illustratif de l'émergence du marché des dettes souveraines à Londres, ainsi que de l'interdépendance économique entre colons européens et communautés indigènes.

L'Empire colonial néerlandais, qui pour se déployer et se maintenir employait de nombreux mercenaires venus d'Europe, constitue également un cas intéressant à envisager du point de vue de la dépendance économique. Entre le milieu du XIXe siècle et le début de la Première Guerre mondiale, près de 6000 d'entre eux provenaient de Suisse, un pays qui se voyait ainsi imbriqué dans le projet colonial néerlandais-européen. Comme le souligne Béatrice Veyrassat dans sa recension de l'ouvrage de Philipp Krauer intitulé *Swiss Mercenaries in the Dutch East Indies*,[20] cette dépendance économique était en réalité à double sens. En effet, la Suisse bénéficiait également des pensions versées aux vétérans ayant servi dans les Indes néerlandaises (aujourd'hui l'Indonésie), ce qui faisait du colonialisme néerlandais une pierre angulaire du système de protection sociale du jeune État fédéral suisse.

Dépendance ou interdépendance à l'heure de la deuxième mondialisation

L'école de la dépendance peut également apporter aux historien·ne·s des cadres analytiques stimulants pour faire l'histoire du temps présent. Si les chocs liés à la pandémie de Covid-19 ou à la guerre en Ukraine illustrent à quel point le destin économique des pays est interconnecté et combien les piliers sur lesquels repose le commerce mondial restent vulnérables aux catastrophes naturelles et aux bouleversements politiques, le degré de vulnérabilité n'est pas le même pour tous les pays. Ce sont précisément ces inégalités que les théoricien·ne·s de la dépendance ont cherché à étudier et à analyser. En particulier, l'on peut se demander dans quelle mesure la notion d'interdépendance, qui a bien souvent supplanté celle de dépendance pour décrire la «seconde mondialisation», a contribué à évacuer les notions de pouvoir et d'asymétrie et au phénomène de dépolitisation des sciences économiques et humaines.

Cependant, les théories de la dépendance ne constituent pas un cadre théorique homogène et leur application dans différents contextes historiques, politiques et sociaux a donné lieu à certaines tensions. Si l'on peut conserver la focale sur les asymétries de pouvoir, dans certains cas, les effets de la mondialisation nécessitent néanmoins des analyses allant au-delà des cadres macroéconomiques et des relations entre États-nations. C'est dans cette perspective que *Melina Teubner* et *Sarah Lappöhn* analysent dans ce numéro l'évolution de l'industrie avicole brésilienne entre 1960 et 2010 et montrent que certains secteurs économiques de la périphérie ont pu se rapprocher du centre, principalement grâce à une intervention étatique soutenue, tout en maintenant d'anciennes formes de dépendance et en en révélant de nouvelles. Les auteures rappellent que, selon les théoriciens de la dépendance, la croissance capitaliste des économies périphériques, bien qu'elle puisse réduire la pauvreté, ne conduit ni à une plus grande égalité au niveau national ni à une meilleure répartition des richesses à l'échelle mondiale. Elles soulignent également que certains problèmes majeurs ont non seulement persisté mais se sont aggravés, notamment la précarité du travail, la dépendance croissante des exploitations agricoles vis-à-vis des grandes entreprises, ainsi que les impacts environnementaux et les transformations des habitudes alimentaires. Les économies nationales et leur évolution gagnent donc à être désagrégées en différents secteurs pour mettre en lumière d'autres niveaux de dépendance économique.

Le concept de chaîne de valeur globale, depuis les travaux de Gary Gereffi dans les années 1990,[21] a également été mis en avant pour décrire les réseaux complexes de production et de commerce qui se sont mis en place au niveau global. Cette conception a par ailleurs contribué à mettre les relations entre entreprises, plutôt qu'entre États, au centre de l'analyse pour comprendre les relations asy-

métriques. Dans sa recension du livre de Monika Dommann, *Materialfluss*,[22] Alexander Engel note à quel point le système de distribution des marchandises dans une société de consommation de masse demeure fondamentalement fragile, et ce, en dépit de sa complexité et du fait qu'il soit doté d'une certaine forme de gouvernance autonome. Cette fragilité résulte de chaînes de dépendances à des niveaux plus micro et meso, et au-delà des États-nations, que Dommann décrit dans son ouvrage. C'est en effet en se focalisant sur les situations où la circulation des marchandises se voit bloquée, que l'auteure peut mettre en lumière les éléments structurants de la logistique qui permettent aux biens de circuler à l'échelle du globe depuis le XIXe siècle, ainsi que les acteurs centraux de ce système et les objets matériels qui transitent avec leurs propriétés physiques. Dommann montre avec précision que la localisation et le mouvement des marchandises sont planifiés et s'appuient sur des règles et infrastructures variées au cours du temps.

La dépendance, au-delà des considérations macro-économiques

En définitive, les analyses de la dépendance économique ont souvent mis l'accent sur l'analyse des flux commerciaux, des mesures du niveau d'industrialisation ou encore des indicateurs de développement. Dans la rubrique image de ce numéro, *Estelle Sohier* interroge la pertinence des sources iconographiques pour nourrir les débats autour de la notion de dépendance. Pour ce faire, elle prend l'exemple d'un album de 1889 réalisé par le photographe genevois, Henri-Ferdinand Gros, intitulé *Description pittoresque du Transvaal* et issu d'une mission photographique effectuée au moment où d'importants gisements d'or sont découverts dans la jeune République Sud-africaine. Cet album est en outre présenté à l'Exposition universelle de 1889 à Paris, qui glorifie le développement économique et industriel, tout en étant imprégnée d'idéologies coloniales et de la volonté d'inventorier les ressources de la planète, et plus particulièrement du continent africain. Ces photographies contribuaient alors à établir un imaginaire des ressources naturelles et à stimuler la désirabilité de l'exploitation des gisements d'or auprès du public, ainsi que des gouvernements et des entreprises. Elles mettaient aussi en scène une division du travail entre les différents pays qui sera au cœur des théories de la dépendance formulées ultérieurement. Cette perspective s'inscrit donc dans les travaux qui ont interrogé la dimension culturelle de la colonisation et du capitalisme, prenant acte que les échanges inégaux résultent eux aussi de manières d'appréhender le monde, de hiérarchiser les territoires et de catégoriser les ressources et leur valeur relative.

Notes

1 Raúl Prebisch, «Commercial Policy in the Underdeveloped Countries», *The American Economic Review* 49/2 (1959), 251–273.
2 ECLAC, *Economic Survey of Latin America*, United Nations 1949.
3 Antonio Peixoto, «La théorie de la dépendance. Bilan critique», *Revue française de science politique* 27/4–6 (1977), 601–629.
4 Jean Ziegler, *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris 1976. Voir également: Lorenz Stucki, *L'empire occulte. Les secrets de la puissance helvétique*, Paris 1970; François Höpflinger, *L'empire suisse*, Genève 1978.
5 Atossa Araxia Abrahamian, «Here Lives the Monster's Brain». The Man Who Exposed Switzerland's Dirty Secret, *The Guardian*, 13. 2. 2025, www.theguardian.com/news/2025/feb/13/here-lives-the-monsters-brain-the-man-who-exposed-switzerlands-dirty-secrets (14. 2. 2025).
6 Ulrich Menzel, *Auswege aus der Abhängigkeit. Die entwicklungspolitische Aktualität Europas*, Berlin 1987.
7 James Mahoney, Diana Rodríguez-Franc, «Dependency Theory», in Carol Lancaster, Nicolas van de Walle (éd.), *The Oxford Handbook of the Politics of Development,* Oxford 2018, 22–42.
8 Un des premiers exemples d'un tel projet historiographique, qui place l'histoire africaine au centre, est celui de Gareth Austin, «Reciprocal Comparison and African History. Tackling Conceptual Eurocentrism in the Study of Africa's Economic Past», *African Studies Review* 50 (2007), 1–28. Sur le rôle des femmes dans ces réseaux et à leur marge, voir: Johanna Gautier Morin, «The Women's Faces of Development in Latin America and the Caribbean. The First Generation of Cepalinas (1960s–1980s)», *Journal of Global History* (2025), 1–17.
9 Immanuel Wallerstein, *The Capitalist World-Economy*, Cambridge 1975; Andre Gunder Frank, *Dependent Accumulation and Underdevelopment*, Londres 1978.
10 À propos de l'école de Dar es Salaam, voir entre autres: Diana Jeater, «Stuff Happens, and People Make It Happen. Theory and Practice in the Works of Terence Ranger», *History Workshop Journal* 73 (2012), 193–210.
11 Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa*, Londres 1972.
12 Friedrich Lenger, *Der Preis der Welt. Eine Globalgeschichte des Kapitalismus*, Munich 2023, 13.
13 Sur les différences entre recettes de développement promues pour les pays du Nord et du Sud global, voir: Ha-Joon Chang, *Kicking Away the Ladder. Development Strategy in Historical Perspective*, Londres 2002.
14 Eric Helleiner, *The Neomercantilists. A Global Intellectual History*, Ithaca 2021.
15 Jan-Otmar Hesse, *Exportweltmeister. Geschichte einer deutschen Obsession*, Berlin 2023.
16 Voir par exemple: Andre Gunder Frank, «The Unequal and Uneven Historical Development of the World Economy», *Contemporary Marxism* 9 (1984), 71–98.
17 Voir à ce sujet avec une critique explicite de la théorie de la dépendance: Wolfgang Behringer, *Der grosse Aufbruch. Globalgeschichte der Frühen Neuzeit*, Munich 2023, 515–516.
18 Voir à ce sujet les publications de l'Action COST «Worlds of Related Coercions in Work» (WORCK), qui s'est achevée en 2024, ainsi que les publications du «Bonn Center for Dependency and Slavery Studies», qui se trouvent sur les sites web respectifs.
19 Damian Clavel, *Créer un pays, le royaume de Poyais. Gregor MacGregor, emprunts d'État et fraude financière 1820–1824*, Neuchâtel 2022.
20 Philipp Krauer, *Swiss Mercenaries in the Dutch East Indies. A Transimperial History of Military Labour, 1848–1914*, Leiden 2024.
21 Gary Gereffi, Miguel Korzeniewicz (éd.), *Commodity Chains and Global Capitalism*, Westport 1993.
22 Monika Dommann, *Materialfluss. Eine Geschichte der Logistik an den Orten ihres Stillstands*, Berlin 2023.